

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE  
78, rue de Varenne  
75349 PARIS 07 SP

**DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET  
INTERNATIONALE**

SERVICE DE LA PRODUCTION ET DES MARCHES  
BUREAU DU PORC, DES VOLAILLES ET DE LA  
DIVERSIFICATION  
Téléphone : 01 49 55 41 49  
Télécopie : 01 49 55 45 90

**CIRCULAIRE**  
**DPEI/SPM/C2000-4009**  
**Du : 23 FEVRIER 2000**  
**Classement :**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

**OBJET :** Dispositif d'aide à la cessation volontaire, totale ou partielle, de l'activité d'élevage de poulet de chair.

**DATE DE MISE EN APPLICATION :** immédiate

**POUR EXECUTION**

- Mesdames et Messieurs les Préfets de département (métropole)
- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)
- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL

**POUR INFORMATION**

- Administration Centrale
- COPERCI (10 ex)
- ACOFA
- Mesdames et Messieurs les Directeurs de Services Vétérinaires
- Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt

Pour contribuer au redressement de l'économie de la filière avicole, le Ministre de l'agriculture et de la pêche a décidé la mise en place d'une mesure en faveur des éleveurs cessant totalement ou partiellement leur activité de production de poulet de chair.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre du dispositif d'adaptation structurelle du potentiel de production annoncé par le Ministre de l'agriculture et de la pêche (à la suite de l'expertise de la filière avicole confiée au Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts - rapport PERRIN). Ce dispositif a été mis en place conformément aux recommandations du groupe de travail tenu à l'OFIVAL sur l'avenir de la filière avicole et annoncé au conseil spécialisé « volaille » de cet office, le 7 décembre 1999.

En effet, il est apparu indispensable, au terme des réflexions conduites en concertation avec les organisations professionnelles, de réduire et mieux maîtriser la production de poulet de chair afin de l'adapter aux nouvelles données du marché, notamment à la diminution des capacités d'écoulement de la production à l'exportation sur les marchés des pays tiers (les accords de Marrakech prévoient des diminutions jusqu'en 2001 du contingent communautaire de poulets pouvant bénéficier de restitutions).

J'attire votre attention sur le fait que cette mesure structurelle s'intègre au dispositif global en faveur des élevages de volailles de chair, décrit en annexe 5 de la circulaire DPEI/SPM/C2000-4001 du 3 janvier 2000 concernant la mise en place d'une mesure spécifique de désendettement des éleveurs hors-sol.

Cette mesure d'aide à la cessation d'activité dans le secteur du poulet de chair est ouverte jusqu'au 30 juin 2000 aux éleveurs éligibles. Elle pourra être reconduite dans la limite des crédits qui y sont affectés.

L'aide sera financée sur le budget de l'OFIVAL.

## **1. PRINCIPE DE LA MESURE**

Le dispositif décrit dans cette circulaire a pour objectif de donner la possibilité aux producteurs de volaille de chair qui le souhaitent et dont le (ou les) bâtiment(s) d'élevage est (sont) obsolète(s), de cesser totalement (ou partiellement) cette activité. Il vise avant tout la réduction des surfaces d'élevage de poulets de chair destinés à l'exportation subventionnée vers les pays-tiers.

Cette mesure devrait permettre aux producteurs qui poursuivront leur activité et dont les bâtiments d'élevages sont les plus récents de disposer d'un plan de charge leur permettant de retrouver l'équilibre financier de leurs ateliers avicoles.

La priorité donnée au retrait de l'appareil de production des bâtiments les moins performants en termes sanitaire, technique et environnemental, devrait, en outre, entraîner un relèvement de la compétitivité moyenne du parc français de bâtiments d'élevages de poulet de chair.

Les éleveurs volontaires qui s'engageront à cesser toute activité d'élevage hors-sol dans les bâtiments considérés seront indemnisés d'un montant forfaitaire par m<sup>2</sup> de surface d'élevage.

Les collectivités territoriales pourront accompagner financièrement ce dispositif en faveur des producteurs, notamment lors d'éventuelles destructions de bâtiments pour des motifs environnementaux.

La coopération des organisations professionnelles, des intégrateurs, des coopératives et des groupements de producteurs sera sollicitée, notamment pour l'identification des producteurs volontaires susceptibles de bénéficier de ce dispositif d'aide.

Une évaluation technique des exploitations sera préalablement effectuée, au cas par cas, afin d'apprécier les critères d'éligibilité, au regard de l'obsolescence sanitaire et/ou technique des bâtiments. Cette évaluation sera réalisée par un organisme ou un expert compétent que vous désignerez.

Afin de maîtriser l'évolution des surfaces de production de poulet de chair, les pouvoirs publics mettent parallèlement en place un observatoire des constructions nouvelles et des accroissements de capacité des bâtiments d'élevage. Cet observatoire national, qui enregistrera les informations départementales, sera localisé à l'OFIVAL. Son fonctionnement fera prochainement l'objet d'une note d'information.

Il vous est rappelé que le dispositif de contrôle des structures a été revu par la loi d'orientation agricole promulguée le 9 juillet 1999. Celle-ci prévoit, en son article 22, que toute construction ou agrandissement d'une exploitation doit faire l'objet, au delà d'un seuil fixé par décret, d'une autorisation délivrée par l'autorité administrative après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, conformément au schéma directeur départemental des structures. La révision du décret relatif aux seuils correspondants est engagée. A cet égard, un groupe de travail a été mis en place par la Direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi sur la mise en œuvre des dispositions relatives au contrôle des structures dans le secteur avicole.

Aussi, il vous est demandé d'informer la Commission départementale d'orientation agricole (CDOA) quant à la situation précise de votre département au regard de la cessation d'activité avicole.

Vous sensibiliserez, en outre, la CDOA aux enjeux économiques de la mesure de cessation d'activité avicole et à la nécessaire maîtrise du développement des surfaces avicoles qu'il convient, le cas échéant, de traduire au niveau du schéma directeur départemental des structures.

## 2. BENEFICIAIRES

Le bénéfice de cette procédure d'aide à la cessation totale ou partielle est réservé aux éleveurs de poulet de chair ou de reproducteurs de poulet de chair, ainsi qu'aux éleveurs alternant dans le(s) bâtiment(s) d'élevage considérés la production de poulet de chair avec d'autres productions avicoles.

Cette mesure ne peut en aucun cas s'adresser aux éleveurs qui feront valoir leurs droits à la retraite avant le 31 décembre 2001.

La circulaire DPEI/SPM/C2000-4001 du 3 janvier 2000 concerne la mise en place d'une mesure spécifique de désendettement des éleveurs hors-sol en situation de surendettement : les éleveurs bénéficiant de cette aide doivent s'engager à poursuivre leur activité avicole conformément au plan de redressement financier. Ce plan pourra néanmoins comporter la cessation partielle de l'activité avicole, si l'éleveur répond aux critères d'éligibilité de la présente circulaire. Dans ce cas précis, les éleveurs bénéficiaires de l'aide au désendettement pourront également prétendre à l'aide forfaitaire à la cessation d'activité partielle.

Seuls pourront être pris en considération les bâtiments avicoles de plus de 10 ans, propriété du bénéficiaire.

Vous vous assurerez du respect par l'exploitant éligible de la réglementation relative aux installations classées.

L'évaluation technique des bâtiments est un élément clé du dispositif, dans la mesure où c'est à partir de celle-ci que les exploitations éligibles seront identifiées parmi les éleveurs volontaires. Vous trouverez, en annexe 1 de la présente circulaire, une fiche d'évaluation des bâtiments et de l'équipement avicole que l'expert devra remplir. Cette fiche d'évaluation ne prétend aucunement constituer une expertise technico-économique et sanitaire complète du bâtiment. Elle a pour principal objet de permettre la vérification des critères d'éligibilité des bâtiments des éleveurs candidats à la cessation totale ou partielle d'activité de production de poulet de chair.

Parallèlement, une fiche descriptive de l'exploitation avicole sera remplie selon le modèle fourni en annexe 2.

**Cas particulier** de l'abandon d'activité du fait de bâtiments endommagés suite aux tempêtes des 26 et 28 décembre 1999 : l'aide à la cessation d'activité, de même montant, pourra être attribuée de manière dérogatoire pour des bâtiments dont l'ancienneté est inférieure à 10 ans, si ceux-ci ont subi des dommages tels que leur réparation (déduction faite des indemnisations par les assurances) nécessiterait un montant d'investissement de nature à mettre en péril la viabilité économique de l'atelier avicole de l'exploitation.

Ces cas particuliers seront présentés à la CDOA pour avis avant d'être validés par le DDAF.

### **3. ENGAGEMENT DE L'ÉLEVEUR BÉNÉFICIAIRE**

- L'éleveur bénéficiaire de la mesure signera un engagement irréversible de démantèlement du matériel d'élevage à l'intérieur du bâtiment.
- De plus, il s'engagera à ne pas reprendre une activité avicole (chair et œuf) , porcine ou cunicole dans le (ou les) bâtiment(s) ainsi retiré(s) de la production pendant au moins cinq années.
- L'éleveur bénéficiant d'une indemnité d'aide à la cessation totale (ou partielle) de la production de poulet de chair doit renoncer totalement à toute autorisation d'exploiter dans le(s) bâtiment(s) concerné(s).
- Enfin, l'éleveur s'engagera également à ne pas étendre son exploitation avicole et à ne pas déposer de demande d'autorisation d'exploiter correspondante pendant 5 ans dans quelque bâtiment que ce soit.

L'annexe 3 présente le formulaire d'engagement à remplir par l'éleveur.

### **4. MONTANT DE L'AIDE**

L'aide à la cessation fera l'objet d'un versement unique par l'OFIVAL.

Le montant de l'aide s'élèvera au niveau forfaitaire maximum de 120 F/m<sup>2</sup> de surface de production de volaille de chair retirée de la production de façon irréversible.

On entend par surface d'élevage de volaille de chair :

- la surface du ou des bâtiments directement affectée à l'élevage des animaux, à l'exception de toute surface de local technique ;
- toute surface d'élevage ayant au moins abrité une bande de poulets de chair au cours des années 1998 ou 1999 dans le cas de bâtiments consacrés à plusieurs espèces.

Toutefois, l'aide sera plafonnée à 60 F/m<sup>2</sup> de surface de production avicole si le nombre de bandes de volailles de chair (poulet, dinde ou pintade) cumulé au cours des années 1998 et 1999 est inférieur à 6, mais supérieure ou égale à 2. En deçà de 2 bandes de volaille de chair, la cessation ne donne pas lieu au versement de l'aide.

L'aide nationale pourra être complétée, le cas échéant, par des indemnités supplémentaires octroyées par les collectivités territoriales ou par l'organisation économique à laquelle est lié l'éleveur, ou par tout autre partenaire économique de l'éleveur.

## 5. INSTRUCTION ET PAIEMENT - PROCEDURE

Préalablement à l'expédition des questionnaires destinés aux éleveurs, vous réunirez les intégrateurs, les coopératives et les groupements de producteurs en vue d'établir des listes d'éleveurs susceptibles de bénéficier de l'aide à la cessation d'activité avicole.

Vous ferez remplir le questionnaire sur les bâtiments/équipements, ci-joint en annexe 1, aux experts ou organismes que vous aurez désignés dans votre département.

Le dossier comprendra également une fiche par éleveur (cf annexe 2 de la présente circulaire), ainsi qu'une demande d'aide assortie d'engagements de l'éleveur (annexe 3 de la présente circulaire).

L'éleveur joindra également à son dossier, aux fins de contrôle, une attestation de l'intégrateur, de la coopérative ou du groupement de producteurs concernant le plan de charge des bâtiments en question (nombre et nature des bandes) au cours des deux dernières années (1998 – 1999).

Il pourra être demandé une attestation séparée du centre de gestion de l'éleveur concernant la marge brute ou le chiffre d'affaires avicole aux fins du contrôle de la cohérence des informations fournies par l'éleveur ou l'intégrateur, la coopérative ou le groupement de producteurs.

**Vous transmettez le dossier (annexes 2 et 3) à l'OFIVAL, avant le 31 mai 2000 délai de rigueur**, qui l'enregistrera et notifiera à l'éleveur le montant de l'indemnité de cessation d'activité à laquelle il peut prétendre. Vous serez destinataire d'une copie de ce courrier de notification.

Après contrôles et vérifications de cohérence auxquels vous aurez procédé, en particulier le démantèlement du matériel avicole, la suspension de l'autorisation d'exploiter (totale ou partielle), vous transmettez à l'OFIVAL, avant le 30 septembre 2000, la demande de versement de l'aide (annexe 4) signée par l'éleveur et visée par vos soins, accompagnée d'un RIB original.

En tout état de cause, le(s) bâtiment(s) considéré(s) devra(devront) être vide(s) de toutes volailles de chair ou reproducteurs de volailles de chair et débarrassé(s) des équipements des élevages avicoles au moment de la transmission de la demande de versement de l'aide.

**Cas particulier** : les demandes d'aide à la cessation avicole de la part des éleveurs dont les bâtiments ont été irrémédiablement endommagés par les tempêtes des 26 et 28 décembre 1999 devront, après examen par la Commission départementale d'orientation agricole, être transmis impérativement à l'OFIVAL, **avant le 30 mars 2000**, pour paiement à partir du 30 avril 2000. Vous accompagnerez la demande d'aide d'un rapport circonstancié concernant les dégâts, l'indemnisation par les assurances et l'avis de la CDOA concernant les conséquences sur la viabilité économique de l'exploitation.

Le versement de l'aide interviendra à partir d'une enveloppe nationale jusqu'à épuisement des fonds, dans l'ordre d'enregistrement à l'OFIVAL des dossiers prioritaires correspondant aux élevages de poulets standards destinés à l'exportation vers les pays-tiers.

Après versement de l'aide, l'OFIVAL adressera à l'éleveur une lettre d'information de la réalisation du paiement, dont une copie vous sera adressée.

Vous conserverez les pièces des dossiers instruits par vos services, dans la perspective des contrôles qui pourront être diligentés à la suite de la mesure. Le démantèlement effectif du matériel avicole dans les bâtiments et l'absence de toute production porcine, avicole (chair et œuf) et cunicole devra être périodiquement contrôlé pendant une période de 5 ans à compter de l'octroi de l'aide.

## **6. INFORMATION AUX ELEVEURS**

Vous vous assurerez que tous les éleveurs de volailles de chair de votre département soient informés de la possibilité de bénéficier de cette mesure pour cesser leur activité, ainsi que des modalités opérationnelles que vous aurez arrêtées.

## **7. BILAN**

L'OFIVAL transmettra au bureau du porc, des volailles et de la diversification de la DPEI, ainsi qu'aux DDAF, un état mensuel des cessations d'activité avicole dans le département considéré.

Vous assurerez l'information de la CDOA. à cet égard.

\*

\*

\*

Vous voudrez bien faire connaître au bureau du porc, des volailles et de la diversification (tél : 01 49 55 41 49 – fax : 01 49 55 45 90) les difficultés éventuelles d'application de la présente circulaire.

L'Adjoint au Directeur  
Chef du Service de la Production  
Et des Marchés  
Pierre-Eric ROSENBERG

## EVALUATION DU BATIMENT ET DES EQUIPEMENTS AVICOLES

(établir une évaluation par bâtiment)

- EVALUATEUR : .....

- NOM DE L'ELEVEUR : .....

- SIEGE DE SON EXPLOITATION : .....

- ADRESSE DU BATIMENT D'ELEVAGE AVICOLE .....

- TYPE DE BATIMENT ..... - ANNEE DE CONSTRUCTION .....

- SURFACE D'ELEVAGE : ..... m2

- SAS SANITAIRE :                      oui                      non

### Caractéristiques du bâtiment et des équipements :

	bon	moyen	médiocre
isolation			
étanchéité			
équipements d'élevage (1)			
nettoyage, décontamination (abords bâtiments-soubassement, etc...)			

(1) année de mise en place de ces équipements : .....

- AUTRES COMMENTAIRES EVENTUELS :

- **CONCLUSION** (dont une évaluation des aspects sanitaires) :



**MESURE DE CESSATION D'ACTIVITE AVICOLE****FICHE DESCRIPTIVE DE L'EXPLOITATION AVICOLE**

Département : .....

Nom de l'éleveur (et dénomination en cas de formes sociétaires) : .....

N° PACAGE : .....

Année de naissance de l'éleveur : .....

**Adresse du domicile de l'éleveur ou du siège social pour les sociétés** .....

Adresse du ou des bâtiments d'élevage :

N° bâtiment	Adresse du site d'exploitation

- Mode de production (1) : Eleveur indépendant  
ou Eleveur en intégration – nom de la société : .....
- Cessation partielle ou totale de l'activité avicole (1)
- Conformité de l'exploitation avicole vis à vis de la réglementation relative aux installations classées (1) :  
  

OUI
NON
EN COURS
- Tableau descriptif de l'exploitation avicole (cf page suivante)

**A REMPLIR PAR LA DDAF**

Conclusion de l'expert bâtiment :

Surface d'élevage avicole éligible en m<sup>2</sup> : ..... Montant de l'aide proposé : .....  
 Financement additionnel escompté (le cas échéant) .....

(1) Rayer la ou les mentions inutiles

---

**Tableau descriptif de l'exploitation avicole**

N° Bât	Année de construction	Surface en m <sup>2</sup>	Bâtiment rénové (Oui/Non) *	demande d'aide à la cessation d'activité (Oui/Non)	Nb de bandes en 98/99 toutes volailles
TOTAL					

\* Si oui, précisez la date de la rénovation du bâtiment

**MESURE DE CESSATION D'ACTIVITE AVICOLE****DEMANDE D'AIDE**

**Je, soussigné(e)** (nom, prénom de l'éleveur et dénomination pour les formes sociétaires),  
 ..... exploitant agricole domicilié à (adresse du domicile ou du  
 siège social) .....

né(e) le .....

éleveur de poulets de chair, disposant de .....(nombre de bâtiments)

**m'engage à :**

- cesser à titre définitif l'activité de production avicole dans ..... (nombre )  
 bâtiment (s) n° ..... situés à l'adresse suivante .....  
 .....  
 à compter du .....
- ne pas reprendre une activité avicole (chair ou œuf), porcine ou cunicole dans ce ou  
 ces bâtiments, et ce pendant 5 ans,
- renoncer à toute autorisation d'exploiter dans le(s) bâtiment(s) concerné(s),
- ne pas étendre mon exploitation avicole et ne pas déposer pendant 5 ans de  
 demande d'autorisation d'exploiter, quelque soit le bâtiment,
- démanteler tous les équipements d'élevage avicole du ou des bâtiments concernés,
- ne pas déposer de demande de retraite auprès de ma caisse de mutualité sociale  
 agricole avant le 31 décembre 2001.

**certifie**

- ne pas bénéficier de la retraite,
- ne pas bénéficier de l'aide nationale au désendettement des éleveurs hors-sol mise  
 en œuvre par la circulaire DPEI/SPM/C2000-4001, dans le cas d'une cessation totale  
 d'activité avicole.

**Certifie l'exactitude des informations fournies**

Fait à ..... , le

(Signature)

**CADRE RESERVE A LA SOCIETE INTEGRATRICE (A REMPLIR SELON LE CAS)**

Je soussigné ....., représentant la société .....

certifie que celle-ci a interrompu ou va interrompre les mises en place en volailles le.....  
 (date)..... dans..... ..(nombre) bâtiment(s) identifié(s) sous le(s) n°.....chez  
 M. ....(nom de l'éleveur)

Certifie l'exactitude des informations fournies

Fait à ..... le

(Signature)

**CADRE RESERVE A LA DDAF**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, certifie que l'exploitant dont le N°  
 PACAGE est : \_ \_ \_ \_ \_ peut prétendre au bénéfice de l'aide, pour une surface  
 éligible de .....m2, au forfait de .....F/m2, soit un montant d'aide de .....  
 .....F

Fait à ..... ,le

(Signature et cachet)

**MESURE DE CESSATION D'ACTIVITE AVICOLE****DEMANDE DE VERSEMENT**

Je, soussigné(e) .....

.....  
Certifie

- avoir cessé à ce jour, à titre définitif, mon activité de production avicole dans le (les) bâtiment(s) situé(s) à l'adresse suivante : .....  
.....
- avoir procédé au démantèlement de tout l'équipement d'élevage avicole.

M'engage en outre à reverser à l'OFIVAL l'intégralité de l'aide en cas de non respect constaté par la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des engagements figurant dans ma demande d'aide du .....(date).

A ce titre, je sollicite le versement de l'aide d'un montant de ..... F  
qui m'a été notifié par l'OFIVAL par lettre en date du .....

Fait à ..... , le

(Signature)

**Joindre un RIB en original**

---

**PARTIE RESERVE A LA DDAF**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

VU la demande d'aide déposée au titre de l'aide à la cessation d'activité par .....

.....N° PACAGE : .....

VU la lettre de notification de l'OFIVAL en date du .....

Certifie que les engagements pris ont été respectés et concernent .....(nombre de bâtiment) (s) couvrant.....m<sup>2</sup>

Le montant de la subvention, fixé au forfait de .....F/m<sup>2</sup>, s'élève à ..... F

Fait à ..... , le

Le Directeur Départemental de l'Agriculture  
et de la Forêt

(signature et cachet)